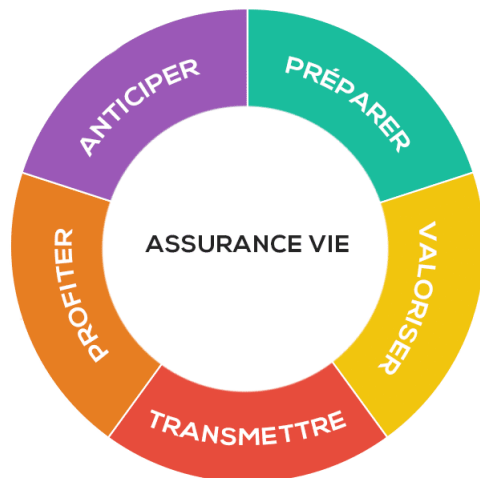


Sombre avenir pour les fonds en euros

Le Crédit Mutuel a annoncé ses taux pour les contrats d'assurance-vie traditionnels (1% et 1,65%), devançant de quelques semaines ses concurrents. Anticipant de ces derniers une baisse de leur taux, le Crédit Mutuel prend l'avantage.

« Cette décision vient en soutien des épargnants et de leur pouvoir d'achat face à la crise du Covid-19 et à ses conséquences économiques et sociales » - selon les représentants des Assurances du Crédit Mutuel (ACM)

Cela fait des années que les rendements chutent. La pandémie de Covid-19 est malheureusement venue aggraver la situation car le soutien des banques centrales et des Etats pour tenter de sauver l'économie a tiré encore les taux d'intérêt à la baisse. Les Etats émettent notamment pour se financer des obligations à taux d'intérêt faible. De quoi compliquer encore l'équation financière des assureurs dont les fonds euros sont indexés sur les obligations d'Etat. Toute chose égale par ailleurs, si l'obligation rapporte moins, alors l'assurance-vie aussi. Sans compter que les assureurs peinent à dégager du rendement et voient le coût en fonds propres de la garantie en capital du fonds euros augmenter.



Compte tenu de l'évolution des taux d'intérêt à long terme, « cela va être difficile de ne pas faire baisser les performances des fonds euros », d'après Emmanuel Rodriguez, responsable de la France pour Raisin (société d'investissement). Selon lui, on peut prédire bientôt des fonds euros jusqu'à 0,75 % net de frais. Soit bien loin du produit attractif d'autrefois !

La seule solution à cette heure est d'orienter l'épargne vers des assurances-vie en Unité de Compte (UC). N'offrant pas de garantie en capital, et largement investis en actions, ces contrats sont plus rentables pour les assureurs et peuvent aussi offrir plus de rendement aux épargnants même s'ils sont aussi plus risqués. Mais en cette période d'incertitude les épargnants ne sont pas encore prêts à prendre des risques.

Source : Capital

PSA-Fiat Chrysler : la voie est libre pour la fusion

La Commission européenne a annoncé qu'elle autorise, sous conditions, la fusion entre les deux constructeurs automobiles. Elle avait en théorie jusqu'au 2 février pour se prononcer. Mais PSA et FCA, qui souhaitent que leur union soit opérationnelle le plus vite possible, avaient d'ores et déjà convoqué leurs actionnaires pour approuver l'opération le 4 janvier 2021, faisant ainsi le pari qu'ils recevraient le feu vert de Bruxelles.

En 2019, les deux groupes ont représenté à eux deux 34 % des immatriculations de camionnettes et de fourgonnettes sur le continent : 25 % pour PSA avec ses Citroën Berlingo, Peugeot Partner ou Peugeot Expert, et 9 % pour Fiat-Chrysler avec ses Ducato, Doblo, ou Talento.

Source : Les Echos

Trump, Biden et la technologie chinoise

Il est peu probable que le président élu, Joe Biden revienne sur le défi lancé par le président Donald Trump à l'industrie et aux entreprises technologiques chinoises, mais Joe Biden sera probablement plus ciblé dans son approche et collaborera avec ses alliés, ont déclaré des experts à CNBC.

Pendant sa présidence, Trump a cherché à défier l'industrie technologique chinoise par des

sanctions et des décrets. Biden poursuivra probablement une telle politique.

«La balle a quitté la chambre. Trump a complètement bouleversé le statu quo qui existait entre les États-Unis et la Chine depuis des décennies», a déclaré par courriel à CNBC Abishur Prakash, spécialiste en géopolitique au Center for Innovating the Future (CIF), une société de conseil basée à Toronto.

L'administration Trump a pris un certain nombre de mesures contre les grandes entreprises technologiques chinoises.

Huawei est l'un des exemples les plus marquants de cette défiance. L'an dernier, Huawei a été mis sur une liste noire connue sous le nom de «Entity List». Cela a restreint, et dans certains cas a coupé, son accès à la technologie américaine (l'accès au système d'exploitation mobile Android de Google a été coupé, un logiciel sur lequel les smartphones de Huawei comptaient).



Les ventes de smartphones Huawei en ont souffert. Les États-Unis ont également décidé de supprimer Huawei des principaux fournisseurs de semi-conducteurs.

Les semi-conducteurs ont été un domaine d'intérêt particulier pour l'administration Trump. SMIC, une entreprise au cœur des efforts de la Chine pour une plus grande autonomie dans le domaine des puces, a aussi été ajoutée à une liste noire par le ministère américain du commerce à la mi-décembre.

L'approche consistant à couper les entreprises technologiques chinoises pourrait se poursuivre sous une présidence Biden.

Selon Adam Segal, directeur du programme de politique numérique et du cyberspace au Council on Foreign Relations (CFR) «l'administration continuera à considérer la technologie comme une source majeure de concurrence et poursuivra certaines des approches «Trump» pour couper le flux de technologies critiques vers la Chine. La différence est que le processus sera plus collaboratif, avec le secteur privé, les alliés, et sera axé sur un ensemble plus restreint de technologies».

Il semble que Trump n'ait pas fait que twitter au cours de son mandat et que certaines pistes seront reprises par l'administration Biden. Cependant Biden reste plus mesuré dans son souhait d'affronter le mastodonte technologique chinois. La compétitivité technologique est au cœur de ces mesures. Toutefois, la présidence de Donald Trump se termine le 20 janvier.

Source : CNBC